Discriminations

Une semaine sous le signe de la haine raciste en France

Plusieurs faits à caractère raciste et islamophobe ont marqué l'actualité des derniers jours. De l'attentat des Yvelines aux menaces visant une mosquée dans l'Hérault, en passant par un courrier haineux adressé au maire de Trappes ou des tags « remigration » à Paris, les pressions et les violences de l'extrême droite sont quotidiennes.

Faïza Zerouala

1 novembre 2026 à 18h37

La semaine avait commencé dans le recueillement, avec des rassemblements en hommage à Pengo Bossio Wangi, tué à Trappes (Yvelines) le 23 octobre dans un attentat raciste, où cinq autres personnes, dont une fille de 12 ans, ont été blessées.

Dans plusieurs villes de France, les participant·es endeuillé·es et parfois terrifié·es ont partagé leur angoisse face au climat ambiant. Des personnes racisées et musulmanes y ont exprimé leur peur d'être à leur tour victimes. Beaucoup y ont dénoncé la banalisation du racisme dans les médias, en particulier sur CNews.

Mais ces derniers jours, plusieurs autres événements, de gravité diverse, ont de nouveau émaillé l'actualité, démontrant s'il le fallait encore à quel point les pressions et les violences de l'extrême droite sont quotidiennes. Loin de perdre en vigueur, la haine s'exprime désormais de manière assumée dans l'espace public.



© Photo illustration Armel Baudet / Mediapart

À Lodève, une mosquée prise pour cible par des menaces islamophobes

Mardi 27 octobre, des inscriptions tracées à la peinture rouge ont été retrouvées à la mosquée de Lodève (Hérault), commune située au pied du plateau du Larzac. Sur la boîte aux lettres, un tag « *Islam dehors* » et une enveloppe cartonnée avec l'inscription « *la valise ou le cercueil* », une menace utilisée lors de la guerre d'Algérie. Un oiseau mort, de l'huile et des œufs cassés ont également été retrouvés devant le lieu de culte musulman.

Mejda, une consultante en communication de 33 ans qui a grandi à Lodève, raconte à *Mediapart* les raisons qui l'ont poussée à coorganiser, dans la foulée de cette découverte, un rassemblement en soutien à la communauté musulmane. Tout a commencé lorsque son frère, âgé de 18 ans, est rentré effrayé de la mosquée après la prière accomplie après le coucher de soleil. « *Il m'a dit "On a peur avec mes copains"*, explique la jeune femme. *Alors j'ai posté un message sur le groupe Facebook local pour appeler à un rassemblement spontané.* »

Pour Mejda, il était « *indispensable de médiatiser la situation, de se mobiliser et de montrer que nous n'avons pas peur* ». Près de deux cents habitant·es de la commune se sont joint·es au rassemblement. Le même jour, l'association gestionnaire de la mosquée a transmis un communiqué aux fidèles du lieu de culte. Elle y assure comprendre l'inquiétude de la communauté, mais appelle à agir avec « *prudence et responsabilité* », pour ne pas interférer avec l'enquête

judiciaire, ouverte après les faits, mais aussi pour éviter toute *« récupération politique »*.

Lahcen Atfaoui, membre de la cellule de gestion de la mosquée de Lodève, rappelle à *Mediapart* que ce n'est pas la première fois que l'édifice religieux est visé. Trois semaines auparavant, des jets d'huile et d'œufs avaient déjà été constatés aux alentours. Par le passé, ces événements étaient *« pris à la légère »* en raison du caractère isolé de Lodève, souligne-t-il. Mais à présent, les fidèles *« ont peur »* au vu du contexte. Des consignes de vigilance interne ont d'ailleurs été transmises.

Des plaintes ont été déposées par la mosquée et une enquête a donc été ouverte par le parquet de Montpellier pour dégradation du bien d'autrui commise en raison de la religion et menace matérialisée de crime contre les personnes commise en raison de la religion. Une qualification importante et à la hauteur de la situation, selon Medja. *« Au moins, ils n'ont pas simplement qualifié les faits de simples dégradations »*, affirme-t-elle.

La jeune femme reste toutefois très inquiète. *« La mosquée de Lodève n'est pas du tout sécurisée. Il n'y a aucune caméra de vidéosurveillance et, en plus de ça, quand les fidèles prient, les portes sont toujours ouvertes. »* Mejda se rappelle avec effroi du précédent Aboubakar Cissé, tué en pleine prière en avril 2025 dans une mosquée à La Grand-Combe, dans le département voisin du Gard. *« Nous sommes encore traumatisés par ce qui s'est passé. On n'a pas envie de ce climat-là ni d'importer un climat de peur dans les mosquées »*, dit-elle.

Mejda souligne aussi qu'il n'est pas anodin que ces faits se déroulent six mois avant l'élection présidentielle. *« Le climat va se durcir »* dans cette période préélectorale, craint-elle. De son côté, la Grande Mosquée de Paris a condamné *« avec la plus grande fermeté »* les menaces de mort et les inscriptions racistes retrouvées autour du lieu de culte de Lodève. Et s'inquiète plus largement du *« degré de violence de la haine antimusulmane en France »*.

À Trappes, le maire Ali Rabeh visé par un courrier raciste

Vendredi 30 octobre, quelques jours après l'attentat perpétré dans sa ville, le maire Génération·s de Trappes, Ali Rabeh, a reçu un courrier raciste. Repérée dans un centre de tri postal à Montigny-le-Bretonneux (Yvelines), l'enveloppe comportait notamment les expressions *« Maire antisémite Ali Rat-Bey alias le Bey des cochons »* et *« Mairie raciste islamiste »*. Cette dernière contenait également une poudre blanche, qui s'est finalement révélée être du talc. Une enquête a été ouverte pour retrouver l'expéditeur de cette lettre postée depuis les Côtes-d'Armor.

Depuis une semaine, le maire de Trappes n'a eu de cesse de pointer la responsabilité de certains médias et de certaines personnalités politiques, dans la montée de la haine envers les minorités. *« L'extrême droite a donné la direction et tout le monde s'est mis en ordre de marche »*, déplorait-il encore dans l'émission « À l'air libre » il y a quelques jours.

Contacté par *Mediapart*, Ali Rabeh indique avoir reçu *« beaucoup plus d'insultes racistes »* cette semaine que d'ordinaire. L'élu précise n'avoir pas eu le fameux courrier *« entre les mains »*. Mais, poursuit-il, *« c'est malheureusement habituel »*. Et d'ajouter : *« Je porte plainte lundi. Cela montre qu'il y a bien d'autres Kevin en sommeil* [en référence à Kevin Tessier, l'auteur de l'attentat de Trappes et de La Verrière – ndlr]*, et qu'à chaque fois que l'extrême droite hystérise le débat, certains se sentent autorisés à passer à l'acte. »*

Pour Ali Rabeh, *« le plus odieux n'est même pas le racisme grossier des extrémistes sur X, c'est le racisme insidieux »* de certain·es autres, qui se prétendent progressistes, mais épousent en réalité les idées de l'extrême droite. Il vise notamment la sphère du Printemps républicain et des autoproclamé·es défenseurs et défenseuses de la laïcité. *« Ceux-là me mettent une cible sur le dos, en donnant le sentiment que je suis forcément suspect et dangereux »*, dit-il.

À Paris, des tags appelant à la « remigration »

Samedi 31 octobre, plusieurs inscriptions racistes et xénophobes ont été découvertes sur les façades de différents commerces de la capitale, faisant *« la*

promotion de la "remigration" », a indiqué le maire socialiste de Paris, Emmanuel Grégoire, annonçant avoir saisi *« la procureure de la République au titre de l'article 40 »* du Code de procédure pénale et *« déposer plainte afin que les auteurs soient identifiés et poursuivis »*.

Ce concept raciste de « remigration » est né dans les franges identitaires et néonazies et désigne un projet d'épuration ethnique par des déportations de masse. Il a été forgé dans les années 2010 par le Bloc identitaire et repris par l'essayiste Renaud Camus, l'eurodéputé frontiste Aymeric Chauprade ou encore Éric Zemmour.

La Ville de Paris a fermement condamné ces tags, estimant qu'ils participaient à la diffusion d'un discours raciste et constituaient une incitation à la haine raciale : *« Quelques jours après l'attentat raciste de Trappes et alors que plusieurs rassemblements organisés par des mouvements d'ultradroite droite en faisant la promotion ont été interdits ce week-end, ces inscriptions sur les murs de Paris sont d'une gravité particulière. »*

C'est en effet ce week-end que la capitale et le département des Hauts-de-Seine devaient accueillir un colloque et une manifestation autour du concept de « remigration ». Les deux événements ont été interdits par les préfets concernés, sur demande du ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez, après que des élu·es et organisations de gauche se sont mobilisé·es.

Le militant néofasciste Jean-Eudes Gannat a indiqué sur X que le colloque s'est tout de même tenu dimanche 1er novembre dans une brasserie parisienne, *« en dépit de la manifestation d'extrême-gauche »*. Selon les images postées par Jean-Eudes Gannat, des dizaines de participant·es y ont applaudi Martin Sellner, le militant identitaire autrichien qui a contribué à définir et à populariser le concept de « remigration », ainsi que l'ancien sénateur zemmouriste Stéphane Ravier.

Dans l'après-midi, BFMTV a également fait savoir qu'*« un rassemblement d'extrême droite [se tenait] devant [ses] locaux »*, dans le XVe arrondissement de la capitale. *« CMA Media n'en avait pas été informé. La direction a immédiatement saisi les autorités et reste mobilisée pour assurer la sécurité des équipes et l'accès aux locaux. Les forces de l'ordre sont sur place »*, a-t-elle précisé.

Faïza Zerouala

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau